

Scénario du film «1950 — Viktor Abakoumov. Chroniques historiques avec Nikolai Svanidze» écrit par Marina Joukova, traduit par l'IA, et précédé d'un résumé également rédigé par l'IA.

Résumé du scénario :

Le texte retrace la trajectoire de Viktor Abakoumov, figure centrale de l'appareil répressif stalinien, en la plaçant dans le contexte de l'« affaire de Leningrad » et des grandes campagnes de terreur de la fin de l'ère Staline.

En 1950, à Leningrad, se tient le procès truqué de hauts responsables originaires de la ville (Kouznetsov, Rodionov, Voznessenski, Popkov, etc.), accusés de complot antisoviétique. Les aveux ont été extorqués par la torture, selon les méthodes légalisées par Staline dès 1939, qui autorise explicitement le « recours à la contrainte physique » contre les « ennemis du peuple ». Six accusés sont condamnés à mort. Dans la salle, assiste le ministre de la Sécurité d'État, Viktor Abakoumov, qui a mené l'enquête pendant un an. Il a volontairement évité de faire accuser Kouznetsov d'espionnage, car cela aurait impliqué la responsabilité de son propre ministère pour « avoir laissé agir des espions ».

Le texte revient ensuite sur l'ascension d'Abakoumov. Entré dans les organes de sécurité en 1932, compromis dans des affaires de chantage sexuel et de fausses dénonciations, il est recyclé au Goulag, puis repéré et promu par Koboulov et Beria au moment de la Grande Terreur. Il prend la tête du NKVD de la région de Rostov, reçoit décorations et promotions, puis devient adjoint au commissaire à l'Intérieur. En 1941, il dirige les départements spéciaux du NKVD, chargés du contrôle politique de l'Armée rouge ; en 1943, il prend la tête du contre-espionnage militaire SMERSH, désormais rattaché directement à Staline. SMERSH combine une répression féroce (surveillance des soldats, exécutions sommaires, condamnations massives) avec un travail de contre-espionnage efficace contre les services allemands.

Après la guerre, Abakoumov joue un rôle dans la préparation du procès de Nuremberg, tout en supervisant des services où se développent des pratiques d'expérimentation criminelle : laboratoire de poisons et de bactéries testé sur les détenus, projets d'assassinat ciblé (y compris contre Tito). Sous sa responsabilité sont menées les grandes déportations (Tchéchènes, Ingouches, populations d'Ukraine occidentale et des pays baltes), ainsi que la vague de « répétiteurs », ces anciens opposants renvoyés pour un deuxième séjour en camp. Au passage, Abakoumov s'enrichit selon les standards de la nomenklatura, tout comme son entourage.

Le texte évoque aussi des affaires emblématiques : l'arrestation et la mort du diplomate suédois Raoul Wallenberg dans une prison soviétique, probablement assassiné, tout en étant officiellement nié ; l'arrestation et la torture meurtrière du professeur-cardiologue Etinger, médecin de Beria, utilisée par Staline comme amorce de la campagne antisémite contre les « médecins criminels » et de l'affaire du Comité antifasciste juif. La figure du Juif médecin, présenté comme « meurtrier en blouse blanche », sert à déclencher une vague d'antisémitisme d'État. Les membres du Comité, y compris des figures prestigieuses comme Mikhoels, sont assassinés ou jugés à huis clos. L'épouse de Molotov, Polina Jemtchoujina, est également arrêtée et exilée.

Progressivement, les luttes internes au sommet se retournent contre Abakoumov lui-même. Arrêté, il est détenu dans la même cellule-réfrigérateur qu'il avait fait installer pour ses victimes. On lui fabrique divers chefs d'accusation : excès ou insuffisance de sévérité dans « l'affaire des médecins

», participation au « complot sioniste », proximité avec Tito, puis complicité de Beria. Il finit par être jugé et fusillé en 1954.

La singularité d'Abakoumov, souligne le texte, est qu'il ne reconnaît jamais sa culpabilité. Jusqu'au bout, il affirme avoir agi sur ordre de Staline et du Comité central, et qu'il n'avait pas d'autre vie possible. Le récit se conclut par un retour à ses origines modestes : recruté en 1921 par son parrain, ancien cocher devenu membre des unités spéciales (TchON), qui lui propose une « belle vie » avec bottes et ration, Abakoumov choisit dès l'adolescence la carrière dans la répression — et y reste jusqu'à sa chute.

Scénario :

1950 – Viktor Abakoumov

Pendant les deux derniers jours de septembre 1950, à Leningrad, dans la Maison des officiers de la perspective Liteïny, se tient le procès de la fameuse « affaire de Leningrad ».

Selon un schéma rôdé lors des grands procès des années 1930, les accusés ont déjà reconnu tous les faits qui leur sont reprochés, à savoir que — Kouznetsov, Popkov, Kapoustine, Voznessenski, Lazoutkine, Rodionov, Tourko, Zakjjevskaïa, Mikheïev — se seraient unis dès 1938 dans un groupe antisoviétique, auraient nourri des projets traîtres, mené une activité nuisible et subversive, causé des dommages économiques à l'État soviétique.

La lecture du verdict s'achève à 00 h 59, le 1^{er} octobre 1950. Six d'entre eux sont condamnés à être fusillés. Après l'énoncé du jugement, les gardes jettent des sacs blancs sur la tête des condamnés, les soulèvent sur leurs épaules et les transportent vers la sortie de la salle.

Dans la salle se trouve le ministre de la Sécurité d'État de l'URSS, Abakoumov.

Il a dirigé cette affaire pendant un an. Les principaux inculpés sont l'ancien secrétaire du Comité central Kouznetsov, le président du Conseil des ministres de la RSFSR Rodionov, le président du Gosplan Voznessenski — tous originaires de Leningrad. Tous avaient été promus jadis par Jdanov, mort depuis plus de deux ans ; Kouznetsov avait en fait pris la place de Jdanov, qui, dans l'immédiat après-guerre, était le deuxième homme du parti après Staline. Dès 1946, du vivant de Jdanov, Staline avait confié à Kouznetsov la supervision du ministère de l'Intérieur (MVD) et du ministère de la Sécurité d'État (MGB). La montée de Kouznetsov est liée à l'arrivée des Leningradois à divers postes de direction. Popkov, premier secrétaire du comité régional de Leningrad, et futur inculpé dans « l'affaire de Leningrad », déclarait fièrement le 22 octobre 1948 lors de la conférence régionale du parti :

« En deux ans, l'organisation du parti de Leningrad a promu 12 000 personnes à des postes dirigeants. »

Kouznetsov avait fait carrière durant la Grande Terreur. En novembre 1937, le journal *La Vérité de Leningrad* écrivait à propos du candidat au Soviet suprême Kouznetsov :

« Dès sa première année au parti, Kouznetsov dénonce activement le travail subversif des koulaks. En 1929, il est élu secrétaire du comité de district de Louga. Le camarade Kouznetsov entre en lutte

contre les ennemis masqués au sein du comité de district du VKP(b), signale leur activité subversive au comité régional, et ils sont démasqués comme ennemis du peuple. C'est avec une force particulière que le camarade Kouznetsov déploie ses capacités au poste de premier secrétaire du comité du district Dzerjinski de Leningrad. Avec une énergie inlassable, il combat les ennemis au sein de l'Ermitage, du musée russe. L'intransigeance envers les ennemis — voilà le trait principal de Kouznetsov en tant que léniniste-stalinien. »

Sans aucun doute, Malenkov, Beria et Khrouchtchev sont des adversaires actifs du renforcement du groupe de Leningrad — d'autant plus que Staline vieillit.

L'an dernier, en 1949, Staline a fêté ses 70 ans.

Après la mort de Jdanov, les rumeurs ont commencé à circuler au sujet de Kouznetsov comme possible successeur de Staline. Or, pour Staline, tout discours sur un successeur équivaut à parler de sa propre mort.

L'« affaire de Leningrad » est une initiative de Staline lui-même. Dans son entourage, il n'a que ses propres protégés. Il les remue comme il veut. Sans effort. Même de sa main vieillissante.

Le ministre de la Sécurité d'État Abakoumov entretenait autrefois des relations amicales avec l'accusé Kouznetsov, lorsque celui-ci était secrétaire du Comité central. Leurs familles fréquentaient même ensemble. Mais dans le cadre de « l'affaire de Leningrad », Staline exige d'Abakoumov que Kouznetsov soit inculpé d'« espionnage », c'est-à-dire d'un chef passible de la peine de mort. Plus tard, l'enquêteur Komarov dira :

« J'ai présenté à Abakoumov le plan d'enquête et j'ai évoqué l'espionnage ; il s'est mis à raisonner à voix haute : “Ils sont tous sous surveillance depuis longtemps, constamment surveillés par le MGB. Si nous commençons à parler de liens avec l'étranger, au Comité central on se moquera de nous.” »

En réalité, Abakoumov sait parfaitement que ce n'est pas une question de rire. Si Kouznetsov est accusé d'espionnage, alors le MGB — le ministère d'Abakoumov — sera accusé d'avoir laissé agir des espions. Et Abakoumov lui-même, ami de Kouznetsov, risquerait de se retrouver sur le même banc que lui.

C'est précisément pourquoi Abakoumov fera en sorte que les accusés reconnaissent tout — sauf l'espionnage.

En janvier 1939, Staline avait signé une télégramme chiffrée adressée aux secrétaires des comités régionaux et des partis des républiques. On y déclarait :

« Le Comité central du VKP(b) explique que l'usage de moyens physiques dans la pratique du NKVD a été autorisé depuis 1937 par décision du Comité central. Le Comité central considère que les moyens physiques doivent être obligatoirement utilisés à l'avenir contre les ennemis du peuple non désarmés, comme une méthode parfaitement juste et opportune. »

En 1950, ce document reste pleinement d'actualité. Iossif Tourko, inculpé dans « l'affaire de Leningrad » et survivant, raconte le déroulement de l'instruction menée par le ministère d'Abakoumov :

« Le bureau n° 31 est celui des tortures préliminaires. Les vraies tortures ont lieu dans le bureau n° 4. Une salle complètement vide. Juste un coffre ignifuge. Dessus, des objets étranges : les instruments de torture. L'enquêteur Komarov, en chemise bleue, débraillé, est assis dans un fauteuil. Il pose ses pieds sur un autre. Il se lève d'un bond et, pour commencer, me frappe si fort que j'en crache du sang. »

Le général-major Gennadi Kouprianov, lui aussi sous enquête, se souvient :

« Il y a des tortures individuelles. Elles sont ordonnées par l'enquêteur et le chef de la prison. Ils avaient tous les instruments — des tenailles médiévales aux appareils électriques modernes. Je me souviens de la torture appelée "la corne de bélier", qu'on m'a infligée assez souvent. On me pliait en demi-cercle, on attachait mes talons à ma nuque, et on y liait aussi mes mains : cela formait une corne de bélier. J'étais allongé sur le ventre ; une meute de gardiens me donnait des coups de pied, tantôt dans la tête, tantôt dans les jambes. Je me balançais sur mon ventre comme un presse-papier. On m'avait déjà fait sauter les dents auparavant. Parfois, les enquêteurs ivres jouaient avec moi comme avec un ballon. »

L'enquêteur Ryoumine, qui plus tard dénoncera Abakoumov, hurle à la femme de l'accusé Kapoustine :

« Signe, ou je te mets sur la chaise électrique ! »

La femme de Kouznetsov est maintenue en chaînes, puis poussée dans une douche d'eau bouillante.

Avant de commencer les tortures dans son propre bureau, Abakoumov étalait une couverture tachée sur le sol pour ne pas salir le tapis avec le sang des détenus.

Quand on arrêtera Abakoumov lui-même, il écrira à Staline :

« Je vis et je travaille guidé par vos pensées et vos instructions, camarade Staline. Je vous assure, camarade Staline, que quelle que soit la mission que vous me donniez, je suis toujours prêt à l'accomplir en toutes circonstances. »

Lors des premiers interrogatoires, Abakoumov déclarera :

« J'ai eu des manquements et des échecs dans mon travail. Mais j'étais constamment sous les yeux du Comité central du VKP(b). Là-haut, on savait quotidiennement ce qui se faisait à la Tchéka. »

Staline signe le document sur les méthodes physiques en 1939, deux mois après avoir nommé Beria au NKVD. Beria amène avec lui Kobaltov. Kobaltov amène Abakoumov. Il a repéré ce dernier lorsqu'il n'était encore que l'adjoint du chef d'un service du 2^e département du GUGB (Direction générale de la sécurité d'État du NKVD).

Le 2^e département, dit « opérationnel », s'occupait des perquisitions, arrestations, filatures, installations d'écoutes. Un travail vivant, surtout au plus fort de la Grande Terreur. Abakoumov, homme robuste, correspond à ce type de tâche.

Il appartient aux organes depuis 1932. Pendant six ans, sa carrière n'avance pas. En 1933, son évaluation indique : « Il montre un grand penchant pour le travail opérationnel. » Mais on découvre ensuite qu'il recrutait de jeunes femmes, s'amusait avec elles dans des appartements conspiratifs, puis écrivait en leur nom des dénonciations contre des prétendus ennemis du peuple. Il est transféré à l'administration centrale du Goulag, puis revient au GUGB en 1937. En 1938, Kobaltov l'emmène avec lui en mission à Rostov-sur-le-Don. Après l'arrivée de Beria au NKVD, celui-ci purge les administrations régionales. La commission de Kobaltov vient précisément y procéder. Abakoumov, en parallèle, sélectionne des jeunes femmes pour son chef et les membres de la commission. Bientôt, il devient chef du NKVD de la région de Rostov. Il reçoit le grade exceptionnel de major supérieur, équivalent à commandant de division. En 1940, il obtient l'ordre de la Bannière rouge. Ensuite, il devient adjoint du commissaire du peuple aux Affaires intérieures.

Abakoumov s'élève avec Beria, mais il n'est pas un homme à lui. Très vite, il comprend que dans l'État stalinien, on ne peut miser que sur un seul homme : Staline. C'est le signe d'un bon sens de l'autoconservation.

Le premier à avoir prononcé une longue acclamation pour la santé de Staline fut le protodiacre Iakov Abakoumov, frère du futur ministre. C'était le 4 novembre 1941, lors de la liturgie au monastère de Bogoiavlenski :

« À la Russie préservée par Dieu, à ses autorités et à ses armées, et à son chef suprême, de longues années ! »

Au début de la guerre, le 19 juillet 1941, Abakoumov prend la tête des départements spéciaux du NKVD. Mais en 1943, ceux-ci sont transformés en Direction générale du contre-espionnage SMERSH — « mort aux espions ». Le SMERSH est transféré au Commissariat à la Défense. Abakoumov dépend désormais directement du commissaire à la Défense : Staline. Il devient son adjoint.

Dès le début de la guerre, Abakoumov est indispensable. Staline ne fait pas confiance au commandement militaire, surtout pendant les retraites. Les départements spéciaux sont l'intermédiaire habituel entre lui et l'armée. Ils fonctionnent depuis 1919, créés par Trotski et Dzerjinski pour contrôler l'humeur des troupes. Le réseau d'indicateurs est très dense ; leur tâche est d'espionner les soldats et de collecter du compromis sur les officiers. Pendant la guerre, ils imprègnent toute l'armée de bas en haut. Abakoumov fournit personnellement à Staline des rapports quasi quotidiens sur les comportements du haut commandement. Les agents spéciaux envoient leurs propres analyses des opérations militaires. Ils ont le droit d'arrêter et d'exécuter sur place. Ils censurent la correspondance des soldats, considérée comme une source cruciale. Au plus fort de la bataille de Stalingrad, du 15 juillet au 1^{er} août 1942, 62 000 lettres sont lues dans la 62^e armée du général Tchouïkov. Les soldats savent que leurs lettres sont lues ; les nerfs craquent parfois, et une plainte est considérée comme désertion ou trahison : l'auteur est arrêté et fusillé. À Stalingrad, les agents lisent même les lettres que les soldats écrivent avant leur dernière attaque.

Un secrétaire du tribunal militaire rapporte le cas d'Olga Petcherskaïa, vingt ans, accusée d'avoir été recrutée par le renseignement allemand en captivité. Elle fut fusillée. Son accusation reposait uniquement sur ses propres paroles — elle était manifestement malade mentale. Elle racontait avec exaltation qu'elle aimait un officier allemand et qu'il lui apprenait des codes, puis parlait de littérature, de Tourgueniev. Même l'annonce de sa condamnation ne la sortit pas de son délire. Le secrétaire note : « Je savais que, à la fin des années 1930, sous la Terreur, un type particulier de psychose était apparu : des malades se croyaient agents étrangers. »

Il faut dire que, durant la guerre, les agents spéciaux et les tribunaux militaires sont moins féroces que dans les années 1930 : les condamnés sont nécessaires au front. Près d'un million de personnes sont condamnées ; pour 400 000 d'entre elles, l'exécution est suspendue et elles sont envoyées dans les bataillons disciplinaires.

La sévérité varie selon la situation militaire. Aux pires moments de la retraite, les condamnations à mort sont systématiques. En période d'offensive, les soldats soviétiques qui avaient servi l'ennemi reçoivent 10 ans de camp avec suspension et envoi en bataillon disciplinaire.

Mais il y a des exceptions humaines. Le général-major Ivanov, du SMERSH, raconte :

« En mai 1942, sur le front de Crimée, l'évacuation des blessés vers la Kouban. La mer était remplie de cadavres. Je n'avais pas dormi depuis trois jours. On amenait un colonel sur une civière, ils criaient qu'il était blessé. Quelque chose m'a frappé. J'ordonne de défaire les bandages. Aucune blessure. Je sors mon pistolet. Devant mes yeux, il blanchit d'un coup. Je lui murmure : "Je vais tirer à côté. Tombe à l'eau. Si tu as de la chance, tu t'en sortiras." »

Des aviateurs racontent :

« Je ne vois pas ce que les agents spéciaux faisaient dans l'aviation. Empêcher les vols vers l'ennemi ? Celui qui voulait se rendre pouvait simplement atterrir chez eux. Je n'ai jamais vu de tels cas chez nous. Nous avions tous une grenade sur nous en cas de capture. Personne ne respectait les agents ; tout le monde les craignait, mais personne ne les considérait comme des hommes. »

Ou encore :

« En 1944, dans notre régiment, l'agent spécial était le capitaine Kornéev. Je lui ai demandé : "Qu'est-ce que tu raconteras à tes enfants, que tu as fait au front ?" »

Le SMERSH d'Abakoumov est une organisation à plusieurs facettes. Un de ses volets est composé d'amateurs ou de bourreaux. L'autre rassemble de véritables professionnels du contre-espionnage, efficaces contre les services allemands. Aucun acte de sabotage ou d'attentat sérieux des Allemands ne réussit, y compris la tentative d'assassinat de Staline. Le maréchal Keitel dira :

« Pendant toute la guerre, les informations de nos agents concernaient uniquement la zone tactique. Nous n'avons jamais reçu de données ayant influencé le cours des opérations. »

Il écrit cela en attendant son exécution à Nuremberg.

Abakoumov participe à la commission dirigeant la préparation des documents d'accusation pour le Tribunal militaire international. La commission est dirigée par Vychinski. L'équipe du SMERSH travaille à Nuremberg parallèlement à la délégation du parquet soviétique. Les smershevtsy protègent la section soviétique, interrogent les détenus, sélectionnent les témoins. L'équipe est dirigée par Likhatchev, adjoint du chef de l'enquête du SMERSH. Dès la phase préliminaire, Likhatchev informe Moscou que les procureurs « réagissent faiblement aux attaques antisoviétiques de Göring, Jodl, Keitel et d'autres ». Ses notes sont si nombreuses que les procureurs demandent au procureur de l'URSS de « faire cesser ces commérages qui créent une atmosphère nerveuse ». Pendant ce temps, Likhatchev séduit une jeune traductrice et la force à avorter ; l'opération échoue. Rudenko en informe Moscou ; Likhatchev est expulsé de Nuremberg et reçoit dix jours d'arrêts.

Le Tribunal de Nuremberg ouvre la voie à douze autres procès. L'un d'eux, le « procès des médecins », examine en 1946-47 les expériences des médecins nazis sur les déportés. Dès 1945, Mikhaïlovski, chef depuis 1938 d'un laboratoire de poisons du NKVD, est envoyé en Allemagne pour étudier le niveau atteint par les nazis. Il rapporte :

« Les résultats obtenus par les spécialistes allemands sont nettement inférieurs aux nôtres. »

En effet, on lui assignait des tâches beaucoup plus complexes : contrairement aux nazis, il devait mettre au point des poisons indétectables dans les corps. Le laboratoire de la mort, créé en 1926, testait ses produits sur les détenus, parfois sous couvert de « visite médicale ». Puis on développa des balles empoisonnées, comme les nazis.

À Moscou, les rares employés ayant accès au laboratoire venaient parfois y tirer pendant la pause de midi. Le laboratoire se trouvait au centre de Moscou, rue Varsonoïevski.

Mikhaïlovski sera arrêté en 1951 dans la lutte interne au MGB, officiellement pour détention de substances dangereuses. Après l'arrestation d'Abakoumov, l'URSS privilégie les méthodes bactériologiques pour les assassinats politiques. On projette de tuer Tito en dispersant des bacilles de peste. Le professeur Mouromtsev, chef du groupe bactériologique, reçoit le prix Staline, est ensuite muté comme directeur de l'Institut Gamaleïa. L'académicien Zdrovovski démissionne à son arrivée. L'académicien Zilber, autre ancien détenu, s'enferme un jour avec lui dans son bureau ; on ne sait pas ce qui s'est passé, sinon que toutes les chaises furent brisées.

Pendant la guerre, Abakoumov reçoit trois ordres militaires : Souvorov II^e degré (mars 1944), Souvorov I^{er} degré (juillet 1944), Koutouzov I^{er} degré (avril 1945). Le premier ordre récompense la déportation des Tchétchènes et des Ingouches en février 1944. Après la guerre, il organise la déportation des populations d'Ukraine occidentale et des Pays baltes. À partir de 1947, il lance les « répétiteurs », c'est-à-dire la ré-incarcération des anciens mencheviks, trotskistes et paysans dékoulakisés. Il s'installe alors dans un manoir rue Kolpatchny, après avoir expulsé 16 familles. 200 ouvriers sont mobilisés pour les travaux. La comptabilité du service administratif chargé de l'entretien est détruite sur son ordre.

Lors de son arrestation, on saisit chez lui une grande quantité de montres, des centaines de mètres de tissus, des valises de bretelles, des réfrigérateurs, meubles, appareils photo — le lot standard de la nomenklatura. Mais il fait pâle figure comparé à son chef de secrétariat, le major Zobov, chez qui on trouve bijoux et montres d'une valeur de près d'un demi-million de roubles, conservés dans un simple cabas accroché à un clou.

Tous ces objets avaient appartenu à des Juifs assassinés dans les camps nazis.

Le 19 janvier 1945, à Budapest, le SMERSH arrête le diplomate suédois Raoul Wallenberg, qui avait sauvé plus de 20 000 Juifs en leur procurant des passeports suédois. Les Allemands avaient échoué à l'éliminer. Maintenant, il est entre les mains de la contre-espionnage soviétique. Le 6 février 1945, il est à la prison interne du NKVD. On tente de le recruter ; il refuse. En mai 1947, Vychinski écrit :

« Camarade Molotov. L'affaire Wallenberg reste sans avancée. Je vous prie d'obliger Abakoumov à présenter un rapport et des propositions sur sa liquidation. »

Le 17 juillet 1947, Wallenberg est retrouvé mort en cellule. Le chef du service médical note : « Rapporté personnellement au ministre. Ordre de faire incinérer le corps sans autopsie. » Une version veut qu'il ait été tué par une injection du laboratoire de Mikhaïlovski. À toutes les questions suédoises, le ministère soviétique répond : « Wallenberg n'est pas en URSS. »

En novembre 1950, sur ordre d'Abakoumov, est arrêté et emprisonné le célèbre cardiologue et médecin de Beria, le professeur Etinger. Pendant l'enquête, il est longuement détenu dans une cellule-réfrigérateur de 2 m², équipée d'un système soufflant de l'air glacé. Les médecins du MGB avaient exprimé des doutes, mais Abakoumov avait insisté. Etinger meurt en mars 1951.

L'arrestation d'Etinger est un coup dans le jeu stalinien contre Beria — une réserve. Son arrestation pourra être utilisée plus tard contre son patient. Pour l'instant, Staline attend : Beria supervise les projets atomique et hydrogène. La bombe atomique existe déjà ; ensuite viendra la bombe H — et après cela, on pourra s'occuper de Beria. Le général Pitovranov confirme que Staline a autorisé l'arrestation d'Etinger.

Etinger avait soigné toute l'élite politique et culturelle. Les médecins occidentaux proposaient de le nommer au Nobel. L'électrocardiographie moderne repose sur ses travaux. Etinger est un esprit libre, sans parti, imprudent : il écoute les radios étrangères et en parle autour de lui. En 1949, il est renvoyé de l'Institut médical n° 2, qu'il dirigeait. Il connaît bien les membres du Comité antifasciste juif (EAJ).

Son président, le metteur en scène Mikhoels, a déjà été assassiné en 1948 — opération menée par Abakoumov sur ordre de Staline. Un an après, commencent les arrestations de tous les membres de l'EAJ.

Staline a plusieurs raisons de les liquider :

— La création d'Israël, qu'il avait soutenue dans l'espoir d'influence régionale, se tourne vers les États-Unis.

— Les Juifs soviétiques sont désormais considérés comme un canal d'idéologie bourgeoise, donc antisoviétique.

— L'EAJ, grâce au prestige énorme de Mikhoels, était en train de devenir une organisation de défense des droits.

Abakoumov ouvre un dossier sur un « complot sioniste ». C'est dans ce cadre qu'Etinger est arrêté. Mais Staline a un projet plus vaste : utiliser son nom et sa profession pour une gigantesque provocation. Les intellectuels accusés de cosmopolitisme ou de sionisme n'intéressaient pas les masses. Il fallait un choc populaire.

Etinger est proclamé « meurtrier en blouse blanche ». L'opinion applique aussitôt cette image à tous les médecins juifs — ceux qui soignent les enfants. Voilà le choc voulu : un déferlement d'antisémitisme, une haine qui divise et corrompt la société.

Durant tout son règne, Staline agit ainsi : rechercher des ennemis — d'abord de classe, puis ethniques — est son mode de gouvernement. La haine d'un ennemi permanent est un excellent substitut au morceau de viande manquant dans l'assiette.

Un mois avant l'arrestation d'Etinger, son fils adoptif, Yakov Etinger, futur historien, est arrêté. Il se souvient :

« Le lieutenant-colonel Ryoumine me répétait : “Nous vous étoufferons tous, vous les Juifs. Ce que les Allemands n'ont pas eu le temps de faire, nous le terminerons.” »

Ryoumine dénoncera Abakoumov un an plus tard, deviendra vice-ministre, puis sera arrêté. Abakoumov est arrêté avant même le procès de l'EAJ.

Abakoumov avait déjà extorqué des aveux. Mais son successeur, Ignatiev, se plaint :

« Il manque totalement de documents confirmant les déclarations des accusés sur leur activité d'espionnage ou nationaliste. »

Cela signifie qu'Abakoumov, bien que sanglant, n'a pas réussi à organiser un spectacle grandiose comme dans les années 1930. On fera donc un procès à huis clos. Pendant celui de l'EAJ, on transporte Abakoumov de la prison interne du MGB à Lefortovo et retour. Immédiatement après son arrestation, on l'a envoyé à la prison spéciale de Matrosskaïa Tichina, ouverte en 1950, sous son mandat.

Cette prison pour hautes personnalités dépend directement de Malenkov, et non du ministre de la Sécurité.

À Abakoumov, qui avait ouvert le dossier sur le « complot sioniste », on impute maintenant... d'y avoir participé.

Il est accusé d'avoir « constitué au sein du MGB un groupe criminel de nationalistes juifs dans le but de parvenir au pouvoir suprême, trompant et ignorant le Comité central ». Il est en fait présenté comme le chef du « complot sioniste ».

La mort d'Etinger est désormais considérée comme un meurtre commis par Abakoumov pour éliminer un témoin.

Durant le procès, la Collégialité militaire ose douter de la culpabilité des accusés — un cas exceptionnel. Le président Tchéptsov propose de renvoyer l'affaire en enquête complémentaire. Il

n'y en aura pas. Le verdict est fixé au Kremlin : 13 condamnations à mort. La seule à y échapper est l'académicienne Lina Stern, première femme membre de l'Académie.

Par les interrogatoires et sévices du ministère d'Abakoumov passe aussi la femme de Molotov, Polina Jemtchoujina, accusée de nationalisme juif.

Son arrestation est officiellement motivée par une conversation en yiddish avec l'ambassadrice israélienne Golda Meir lors d'une réception le 8 novembre 1948.

En réalité, c'est un coup contre Molotov. En 1949, il est démis de ses hautes fonctions mais reste vice-président. Sa femme est envoyée en exil.

En janvier 1953, sans Abakoumov au MGB, elle est de nouveau arrêtée et ramenée à Moscou. Staline veut l'utiliser dans un futur procès contre Molotov et Abakoumov. Mais Staline meurt. Ce qui sauve Molotov.

Abakoumov est ensuite placé en cellule-réfrigérateur — la même qu'il avait conçue et utilisée pour Etinger, mort à l'intérieur.

Il écrit alors à Beria et Malenkov :

« On m'a fait subir quelque chose d'incroyable. On m'a placé dans une cellule-réfrigérateur. Je ne savais même pas qu'il en existait. Je n'ai jamais vu une telle cruauté. On m'a réanimé de justesse. Je demandais qui avait autorisé une telle chose. On m'a répondu : "La direction du MGB." Je vous prie, Lavrenti Pavlovitch et Grigori Maksimilianovitch, de me rendre à mon travail. Votre respectueux Abakoumov. »

On sait qu'Etinger n'est pas le seul qu'il avait envoyé au réfrigérateur : l'actrice Tatiana Okounevskaïa aussi. Elle raconte :

« Je suis au réfrigérateur. Dans un coin, un minuscule triangle rabattable ; impossible de s'y asseoir, on glisse ou on gèle au mur. L'enquêteur Sokolov dit doucement : "Il faut tout signer. Ne fais pas ta Zoya Kosmodemianskaïa. On casse des maréchaux, tu sais." »

Elle avait été arrêtée sur faux prétexte par ordre d'Abakoumov : la vraie raison est qu'elle avait refusé ses avances.

Les accusations contre Abakoumov changent constamment. D'abord, dans « l'affaire des médecins », il est accusé — avant la mort de Staline — de ne pas avoir été assez dur ; après Staline — d'avoir été trop dur. Puis on le dit agent de Tito. Après la chute de Beria, il est joint au procès contre Beria.

En 1954, il est fusillé.

À la différence de tous les autres chefs des organes de sécurité responsables de trois décennies de terreur stalinienne, Abakoumov a ceci d'unique : durant l'enquête et le procès, il n'a reconnu **aucun** des chefs d'accusation. Il a toujours dit qu'il agissait sur ordre du Comité central et de Staline, et qu'il ne pouvait en être autrement.

En 1921, un ancien cocher de fiacre, Fiodor Gnoutov, parrain du jeune Viktor Abakoumov, rend visite à la famille avec deux harengs et une bouteille de vodka. Il expliquait que sa prospérité venait de son service au TchON — les unités spéciales chargées d'écraser la résistance paysanne antibolchevique.

Gnoutov dit :

« Je sens la contre-révolution à un kilomètre. »

Il propose à son filleul de le rejoindre :

« Pourquoi irait-il à l'usine ? Qu'il vienne chez nous. On lui donnera des bottes, une ration, la belle

vie. »

Et Viktor Abakoumov y est allé.